



**PRENEZ LA TÊTE, SUIVEZ
OU BIEN ÔTEZ-VOUS DU
CHEMIN!**

SIERRA CLUB DU CANADA :
BULLETIN DE KYOTO 2008

**Les actions prises par le Canada en
2007 sont nettement insuffisantes, mais
certaines provinces et municipalités se
sont montrées à la hauteur de la situation**



SIERRA
CLUB
CANADA

Date de sortie : 13 février, 2008

PRENEZ LA TÊTE, SUIVEZ OU BIEN ÔTEZ-VOUS DU CHEMIN!

SIERRA CLUB DU CANADA : BULLETIN DE KYOTO 2008

**Les actions prises par le Canada en 2007 sont nettement insuffisantes,
mais certaines provinces et municipalités se sont montrées
à la hauteur de la situation.**

Le présent rapport est le plus récent d'une série annuelle de rapports publiés par le Sierra Club du Canada pour souligner l'anniversaire de l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto. Ce rapport examine les progrès réalisés au cours de l'année par le gouvernement du Canada à honorer les engagements que celui-ci a pris en vertu du Protocole. Cette année, le rapport marque le début de la première période d'engagement du Protocole. Au cours de cette première période d'engagement, soit de 2008 à 2012, le Canada doit réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 6 p. cent par rapport aux niveaux de 1990.



SIERRA
CLUB
CANADA

Suite 412 – 1, rue Nicholas
Ottawa (Ontario)
K1N 7B7
613-241-4611
1-888-810-4204

Les sections clés du Bulletin sont offertes en français ici :
www.sierraclub.ca/national/kyoto/executive-summary-2008.html#resume.

La version intégrale du Bulletin est offerte en anglais ici :
www.sierraclub.ca/national/kyoto/kyoto-report-card-2008.pdf.



Recyclé 100% après consommation

PRENEZ LA TÊTE, SUIVEZ OU BIEN ÔTEZ-VOUS DU CHEMIN!

En 2007, le monde a été sensibilisé aux changements climatiques plus que jamais auparavant. Les Canadiennes et les Canadiens et les gens de toute la planète prennent peu à peu conscience de vivre à l'ère des changements climatiques, dont ils peuvent déjà constater les graves répercussions sur l'environnement.

Cette année encore, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a fait progresser le savoir scientifique tant sur les changements climatiques que sur les mesures à prendre pour les éviter. Il a établi l'orientation des gouvernements du monde entier quant à l'ampleur des efforts requis pour éviter de faire basculer les systèmes climatiques planétaires dans la zone de danger des changements climatiques catastrophiques que provoquerait l'élévation de la température moyenne globale de surface de plus de 2 degrés Celsius.

L'élection fédérale de 2007 en Australie s'est articulée en grande partie autour de la politique en matière de changements climatiques et s'est soldée par la défaite du gouvernement anti-Kyoto. L'un des premiers gestes posés par le nouveau gouvernement fut d'annoncer que l'Australie ratifierait enfin le Protocole de Kyoto.

Force est de constater que le présent rapport offre de nombreux exemples de leadership inspirants relativement aux changements climatiques. Leur éventail s'étend de questions locales à des questions d'envergure mondiale. Malheureusement, le gouvernement fédéral du Canada ne figure pas parmi eux.

Les résultats des sondages sont remarquablement constants—les Canadiennes et les Canadiens veulent que leur pays respecte ses engagements aux termes de Kyoto. Ils placent l'environnement en général, et les changements climatiques en particulier, parmi les principaux enjeux qui les touchent le plus directement, et s'attendent à ce que le gouvernement fédéral prenne des mesures concrètes pour y faire face.

D'après les actions qu'il a prises en 2007, nous pouvons conclure que le gouvernement fédéral est parfaitement au courant des préoccupations de l'électorat face aux changements climatiques, mais qu'il ne partage pas véritablement cette préoccupation. Il semblerait donc que sa décision politique vise à donner l'impression de corriger le problème, alors que dans les faits il ne prend aucune mesure concrète.

L'exemple le plus frappant est probablement le cadre de réglementation du gouvernement fédéral sur les émissions atmosphériques. L'annonce s'est accompagnée d'une manipulation médiatique de type « commandement et contrôle » devenue légendaire, où même la Gendarmerie royale du Canada a été déployée pour tenir les commentateurs objectifs hors de la portée des médias. Littéralement.

Sur le fonds, toutefois, le cadre de réglementation est beaucoup plus laissez-faire. Le résultat est que les émissions de gaz à effet de serre des grands émetteurs industriels continueront d'augmenter au lieu de diminuer. La réglementation fédérale sur les émissions véhiculaires actuellement à l'étude a été affectée négativement par les commentaires du ministre des Transports Lawrence Cannon préconisant les normes les plus souples de toute l'Amérique du Nord.

Sur le plan international, la performance de la délégation canadienne lors des négociations sur les changements climatiques à Bali, en décembre dernier, lui a valu d'être tourné en ridicule, en dérision. Il existe pourtant des exemples positifs sur la scène internationale. L'Union européenne ouvre la voie aussi bien pour des actions nationales que des négociations internationales.

En fait, le Canada enfreint actuellement des lois internationales et canadiennes parce qu'il n'a pas su prendre de mesures efficaces pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Parce qu'il a failli à ses obligations aux termes

de la Loi de mise en œuvre du *Protocole de Kyoto*, le gouvernement au pouvoir se moque ouvertement du droit canadien.

Est-il vraiment possible de trouver des exemples de leadership au Canada? Oui, mais il faut pour cela s'en remettre aux autres ordres de gouvernement.

Si le gouvernement fédéral n'entend pas prendre la tête dans la lutte contre les changements climatiques, il doit au moins s'ôter du chemin pour laisser la voie libre à ceux qui ont la volonté de faire bouger les choses.



Tel que discuté dans le texte intégral (disponible en anglais www.sierraclub.ca/national/kyoto/kyoto-report-card-2008.pdf), les gouvernements de certaines provinces prennent les devants pour accéder aux désirs exprimés par l'électorat, qui souhaite que le gouvernement prenne des mesures pour lutter contre les changements climatiques. La Colombie-Britannique et le Québec sont les leaders qui se sont le plus démarqués en 2007 (voyez plus bas, page 7 pour le texte concernant le Québec).

Le leadership existe également à l'échelle municipale, où les gouvernements locaux peuvent affecter directement les taux d'émissions de gaz à effet de serre. Les gouvernements municipaux pourraient représenter le meilleur espoir du Canada de

faire preuve de leadership dans la lutte contre les changements climatiques.

On dit que pour faire partie d'une solution, il faut prendre la tête, suivre ou bien s'ôter du chemin. L'an passé, le gouvernement du Canada n'a fait rien de tout cela. Par exemple, pendant que les gouvernements de certaines provinces et de certains États américains unissaient leurs efforts pour faire adopter la norme californienne sur les émissions véhiculaires par l'ensemble de l'Amérique du Nord, nous avons entendu des déclarations publiques suggérant que le gouvernement fédéral travaillait à contre-courant en préconisant une norme ayant très peu de poids. Si le gouvernement fédéral n'entend pas prendre la tête dans la lutte contre les changements climatiques, il doit au moins s'ôter du chemin pour laisser la voie libre à ceux qui ont la volonté de faire bouger les choses.

L'observation fondamentale qui se dégage de la performance du gouvernement fédéral en matière de lutte contre les changements climatiques au cours de la dernière année est la suivante : le gouvernement fédéral traite le changement climatique comme un simple problème de communication plutôt qu'un problème de politique publique. Le gouvernement a déployé des efforts considérables l'an passé pour tenter de régler ses problèmes de communication relatifs aux changements climatiques au lieu de risquer la mise en œuvre de politiques publiques visant à réduire de façon concrète les émissions de gaz à effet de serre et ainsi prévenir les changements climatiques dangereux.

Cette année, les Canadiennes et les Canadiens seront sans doute appelés à voter dans une élection qui pourrait vraisemblablement se jouer sur le thème des changements climatiques. Seule l'expérience nous dira si l'électorat s'est laissé convaincre par les arguments de fonds ou par les manipulations médiatiques.

RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS

SECTION 1

LES PROCHAINES ÉTAPES : LA POSITION DU CANADA SUR LE CHEMIN DE COPENHAGUE

Pour injecter de l'ambition au sein du processus des Nations Unies, le Canada doit renverser sa position et se joindre aux chefs de file de la planète en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il devra donc :

- Appuyer le maintien des mécanismes du Protocole de Kyoto et participer au marché international d'échange de droits d'émissions sous le régime de Kyoto;
- S'engager à réduire les émissions d'au moins 25 p. cent par rapport aux niveaux de 1990 d'ici 2020, et de 80 à 90 p. cent par rapport aux niveaux de 1990 d'ici 2050;
- Ne ménager aucun effort pour respecter les engagements du Canada aux termes du Protocole de Kyoto.

SECTION 2

LES PROCHAINES ÉTAPES : LA RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DOMESTIQUES

Le gouvernement fédéral doit renforcer son cadre de réglementation sur les émissions atmosphériques s'il compte atteindre les réductions de gaz à effet de serre requises pour éviter les changements climatiques dangereux. Cela signifie qu'il doit prendre les mesures suivantes :

- Adopter des normes sur les émissions véhiculaires au moins aussi strictes que les normes californiennes;
- Remplacer sa pseudo-approche fondée sur l'intensité des émissions par des plafonds absolus sur les émissions;
- Fixer toutes les cibles en fonction de l'année de référence 1990, ce qui correspond aux engagements du Canada aux termes du Protocole de Kyoto;
- Fixer des objectifs annuels et produire des rapports annuels sur l'état d'avancement par rapport aux objectifs;

- Établir un prix pour les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'au moins 30 \$ la tonne d'équivalent dioxyde de carbone (CO₂e) d'ici 2009, et d'au moins 75 \$ la tonne d'ici 2020. Le prix du carbone devra être d'application générale, soit par le biais d'une taxe — ou une redevance — ou d'un système de plafonds et d'échanges où une proportion rapidement croissante des permis devra être vendue aux enchères. Dans les deux cas, les recettes seront directement réinvesties dans de nouvelles initiatives destinées à réduire les émissions de GES ainsi que pour protéger les Canadiennes et les Canadiens à faible revenus contre les augmentations de coûts qui en résultent;
- Adopter une stratégie canadienne en matière d'efficacité énergétique visant à réduire de 20 p. cent la consommation d'énergie dans tous les secteurs de l'économie canadienne d'ici 2020;
- Adopter une stratégie canadienne en matière d'énergie renouvelable avec pour objectif l'augmentation de la production d'énergie renouvelable au Canada à la hauteur de 35 000 mégawatts d'ici 2020.

SECTION 3

LES PROCHAINES ÉTAPES: SUIVEZ LES LEADERS MONDIAUX

Le Canada doit changer de cap et s'engager à rattraper les pays qui mènent la lutte contre les changements climatiques. Le Canada doit suivre l'exemple de l'Union européenne et capitaliser sur les efforts déployés pour trouver des solutions. Cela signifie que le Canada devra :

- Adhérer au « Club des 2 degrés Celsius » : Le Canada doit reconnaître qu'une élévation de la température moyenne globale de surface de plus de 2 degrés Celsius est un seuil dangereux, et réorienter sa politique nationale et internationale en matière de changements climatiques en vue d'éviter d'atteindre ce seuil.

SECTION 4

LES PROCHAINES ÉTAPES: LE LEADERSHIP PROVINCIAL AU SERVICE D'UNE ACTION NATIONALE

Les gouvernements de certaines provinces prennent les devants pour accéder aux désirs exprimés par l'électorat, qui souhaite que le gouvernement prenne des mesures pour lutter contre les changements climatiques, et ce, même si le gouvernement fédéral leur met des bâtons dans les roues. Par exemple, pendant que les gouvernements de certaines provinces et de certains États américains unissaient leurs efforts pour faire adopter la norme californienne sur les émissions véhiculaires par l'ensemble de l'Amérique du Nord, nous avons entendu des déclarations publiques suggérant que le gouvernement fédéral travaillait à contre-courant en préconisant une autre norme ayant très peu de poids. Cela doit cesser.

- Le Canada doit soutenir le leadership provincial et coordonner une action nationale où participent tous les ordres de gouvernement afin d'assurer l'uniformité dans tout le pays en ce qui a trait à la lutte contre les changements climatiques tout en évitant un nivellement par le bas en matière de normes.

SECTION 5

LES PROCHAINES ÉTAPES : LE LEADERSHIP MUNICIPAL AU SERVICE D'UNE ACTION NATIONALE

Le gouvernement fédéral doit :

- Faire preuve d'autant de leadership que les 150 municipalités qui mènent la lutte et s'engager à respecter des cibles absolues de réduction des émissions de gaz à effet de serre;
- Utiliser une approche écologique pour le financement de l'infrastructure, y compris l'infrastructure pour l'eau potable et les eaux usées dans le cadre d'une stratégie nationale pour l'eau;
- Doubler ses investissements dans le Fonds municipal vert.

SECTION 4 LEADERSHIP PROVINCIAL DANS LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

EN L'ABSENCE DE LEADERSHIP FÉDÉRAL, LES PROVINCES PRENNENT LA TÊTE

Par le passé, les gouvernements de certaines provinces ont pris des mesures très positives en vue de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Bien que pour certaines provinces, comme l'Alberta, la réduction des émissions de gaz à effet de serre soit problématique, la Colombie-Britannique et le Québec ont déjà entrepris la mise en place de politiques qui permettront de réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre. Pendant que le gouvernement fédéral continue de se traîner les pieds et de retarder l'adoption des mesures nécessaires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, il est encourageant de constater que certaines régions canadiennes ont choisi de relever ce défi et commencent déjà à y faire face.

LE QUÉBEC FAIT PARTIE DES LEADERS EN AMÉRIQUE DU NORD

Le Québec s'est hissé au rang de chef de file nord-américain dans la lutte contre les changements climatiques. En juin 2006, il publiait un plan climatique qui lui permettra d'atteindre ses objectifs aux termes du Protocole de Kyoto, soit une réduction de 6 p. cent par rapport aux niveaux de 1990 d'ici 2012, avec l'aide des 358 millions de dollars versés par le gouvernement fédéral. Le plan intègre un certain nombre de mesures importantes comme l'adoption des normes véhiculaires californiennes, une redevance sur le carbone qui permettra de générer des recettes de l'ordre de 200 millions de dollars destinées à être réinvesties dans les transports en commun et des mesures de réduction des gaz à effet de serre, l'amélioration du code du bâtiment, et la capture du méthane des gaz d'enfouissement. Le plan s'accompagne également d'une stratégie énergétique et d'une

politique en matière de transports en commun qui prévoient de nouveaux objectifs en matière d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable ainsi que de nouveaux investissements dans les réseaux de transport en commun.

La mise en œuvre effective du plan s'est fait attendre et, bien que l'année 2007 ait permis de faire quelques pas importants en avant, le Québec accuse un retard dans la mise en œuvre de son plan climatique.

L'entrée en vigueur de la redevance sur le carbone en octobre 2007 est une étape importante pour la mise en œuvre du plan québécois. En outre, le Québec a donné suite à son engagement de réglementer les émissions d'échappement pour adhérer aux mêmes normes que celles adoptées par la Californie. En décembre 2007, la publication de sa proposition décrivant la façon dont il entendait réglementer les émissions d'échappement lui a valu le titre de chef de file canadien en matière d'émissions d'échappement. L'entrée en vigueur des nouveaux règlements est prévue pour 2010.

Le Québec a également annoncé en juin 2007 son intention de publier des rapports annuels pour suivre les progrès de la mise en œuvre du plan d'action. Ce rapport permettra d'accroître la responsabilité et de renforcer la capacité à suivre l'évolution des mesures provinciales destinées à réduire les émissions.

Bien qu'un certain nombre de mesures importantes aient été adoptées au cours de l'année 2007, le Québec investit toujours considérablement dans le développement de nouvelles routes, de nouveaux ponts et de nouvelles autoroutes en milieu urbain. Tandis que le Québec poursuit ses efforts et ouvre la voie à d'autres gouvernements nord-américains, il doit mettre en œuvre rapidement toutes les mesures de son plan climatique.

DE DURS COMMENTAIRES À BALI

**Les diplomates sont connus pour leur tact et leur diplomatie.
Mais le comportement du Canada portant sur les négociations
pour le changement climatique a provoqué des fortes critiques.**

*« Ce gouvernement en particulier a été un gouvernement de
sceptiques. Ils ne veulent rien faire pour empêcher le changement
climatique. »*

Rajendra Pachauri, chef du Groupe d'experts intergouvernemental
sur l'évolution du climat
AFP, 6 Décembre, 2007

*« Nous, les Européens, ne considérons pas la
position canadienne comme menant vers un but. »*

Karsten Sach, chef de la délégation allemande
December 9, 2007

*« Il me semble raisonnable que les pays industrialisés qui sont
responsable du problème s'engagent à viser leur cibles afin de
réduire leurs émissions. »*

Yvo de Boer, Chef du Climat des Nations-Unies
The Statesman, 9 Décembre, 2007

*« Le Canada a toujours été une clé de voûte dans les négociations
internationales en ce qui concerne l'environnement, le
changement climatique et aussi au niveau d'autres problèmes.
Il est un partenaire clé dans ces négociations, et il est vrai que
parfois nous aimerions le voir avec plus de volonté dans sa
participation, et plus actif. Mais peut-être que ses négociateurs se
retiennent pour plus tard. »*

Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'État à l'Écologie
Décembre 2007



SIERRA
CLUB
CANADA

Suite 412 – 1, rue Nicholas
Ottawa (Ontario)
K1N 7B7
613-241-4611
1-888-810-4204
www.sierraclub.ca